



**Bureau d'information
et de communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

L'Etat renforce la conduite de ses investissements

Depuis 2011, l'Etat a adopté des crédits d'investissement qui dépassent le milliard de francs par année. Ce rythme très soutenu devrait se poursuivre jusqu'en 2020 au moins. Pour faciliter la mise en oeuvre de ces crédits et renforcer le suivi des projets, le chef du DFIRE annonce l'introduction d'un système de pilotage des investissements les plus lourds. Fortement sollicité dans les objets de construction, le Service immeubles, patrimoine et logistique obtient un renfort sensible de son effectif.

Pour la troisième année consécutive, le chef du Département des finances et des relations extérieures Pascal Broulis a fait le point sur les investissements du Canton.

L'inventaire des 147 objets d'investissement décrétés de janvier 2011 à juillet 2014 atteint un montant brut de 2,89 mrds (part nette Etat 2,22 mrds). Tenant compte en outre des nouveaux prêts (montant brut 914 mios) et garanties (894 mios) octroyés durant la même période, l'Etat a adopté des crédits pour 4,69 mrds bruts (3,36 mrds nets) en trois ans et demi. Sa politique d'investissement à grande échelle atteint ainsi son «rythme de croisière» avec une moyenne de 1,34 mrd par année.

Parmi les objets soumis au Parlement depuis le dernier point de situation d'octobre 2013 figurent le Centre d'enseignement CEOL de Renens (54 mios), la route RC 177 Vuflens-Aclens (75 mios), les prémisses du Campus santé C4 et HESAV à la Bourdonnette (14 mios) ou encore le crédit d'étude pour la phase 2 du Pôle muséal de Lausanne (13 mios).

Une nouvelle actualisation des dépenses d'investissement déjà engagées ou projetées jusqu'en 2020 aboutit à un montant global de 11,63 mrds sur dix ans (net 9,07 mrds), soit un rythme annuel moyen de 1,16 mrd. Le chef du DFIRE a rappelé que le maintien de ce niveau d'investissement très élevé dépendra de la capacité de l'Etat à maîtriser ses charges courantes pour absorber les coûts importants induits par les grands travaux en cours.

Pour l'heure, la mise en oeuvre des crédits alloués subit fréquemment blocages et retards qui entraînent des non dépenses récurrentes de l'ordre de 20% par rapport aux prévisions budgétaires. Pour renforcer le suivi des projets, le Conseil d'Etat a introduit dans les services un système de pilotage des investissements supérieurs à 25 mios. Ce dispositif qui favorise la remontée des informations et la redéfinition des priorités concerne ainsi 36 objets, qui représenteront à eux seuls quelque 60% du budget d'investissement dans quatre ans.

Le SIPaL gère actuellement plus de 40 projets de bâtiments en phases de planification, d'études ou de travaux pour un montant total de 1,67 mrd (brut), ce qui en fait l'un des trois plus gros services constructeurs du pays. Parmi ses réalisations récentes, citons l'extension et l'assainissement de la HEIG d'Yverdon (49 mios), l'agrandissement de La Colonie d'Orbe (25 mios) ou encore la reconstruction du Parlement (22 mios). Seuls 38 collaboratrices et collaborateurs du service prennent en charge aujourd'hui la totalité de ces projets. Pour répondre aux besoins immobiliers fortement croissants de l'Etat propriétaire, le Gouvernement a alloué au SIPaL un renfort de 12 postes nouveaux.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 04/07/2014

**Renseignements complémentaires : DFIRE Pascal Broulis, chef du Département des finances et des relations extérieures, 021 316 20 01;
Eric Birchmeier, chef du Service d'analyse et de gestion financières, 021 316 25 50. Dossier sur www.vd.ch**

Fichiers à télécharger :

[Graphique par domaines d'investissement](#)

[Présentation accompagnant le point de situation sur les investissements de l'Etat](#)